pas à faire d'excuses pour notre estimation; nous blâmons simplement ceux qui en sont responsables.

A la page suivante de la même lettre on trouve ce qui suit:

Cependant, l'on peut se demander si le "splendide isolement" serait compatible avec l'intérêt bien compris du Canada. Que M. McFarland manifeste envers les commerçants le désir de collaborer dans l'amitié, et qu'il fixe ses prix à un niveau qui permette la concurrence, il sera sans doute agréablement surpris de la somme d'affaires qui pourront se réaliser enfin.

Je l'ai dit au comité et j'y insiste ici, il en est apparemment résulté que l'Argentine nous a supplantés sur le marché anglais. On a souvent répété que le Canada maintient son pourcentage des importations de blé en Angleterre, mais je veux mettre en lumière dans cette enceinte, comme je l'ai fait au comité, que, si le Canada a conservé ses positions dans le marché anglais, les Etats-Unis y ont perdu du terrain et ce n'est pas le Canada mais l'Argentine et d'autres pays qui ont pris cette place. J'ai sous les yeux un tableau que je désire communiquer au comité.

Le très hon. M. BENNETT: Le prenezvous dans le compte rendu des délibérations?

L'hon. M. RALSTON: Oui, je l'ai lu au témoin, M. McIvor. Pendant les cinq ans de 1923-1924 à 1927-1928, le pourcentage des importations canadiennes de blé et de farine en Angleterre s'établissait à 34.5. Pendant cette période, le pourcentage des Etats-Unis était de 28.62; celui de l'Argentine, 16.26; de l'Australie, 11.55; et des autres pays, 8.88. Pendant les cinq années subséquentes, c'est-àdire de 1928-1929 à 1932-1933, le pourcentage du Canada s'est établi à 33.04; celui des Etats-Unis, à 13.21; de l'Argentine, à 20.7; de l'Australie, 17.91 et des autres pays, à 15.1. Cette période comprend la campagne 1932-1933, au cours de laquelle le Canada a fourni 50 p. 100 des importations anglaises. Ces chiffres donnent donc au Canada le bénéfice entier de tout relèvement des importations anglaises. Pour l'année 1933-1934, les pourcentages ont été: Canada, 35.36; Etats-Unis, .18; Argentine, 24.4; Australie, 21.24; autres pays, 19.13. Pour 1934, c'est-à-dire la période de neuf mois, terminée le 30 avril 1935, le pourcentage du Canada a été de 36.56; des Etats-Unis, .23; de l'Argentine, 31.4; de l'Australie, 20.64 et des autres pays, 11.14. Entre la période de 1923-1924 à 1927-1928 et celle de 1928-1929 à 1932-1933, le Canada a perdu 1.46 p. 100 des importations anglaises. En 1933-1934, cette proportion monta à 35.56, soit une augmentation de 2 p. 100 et pendant une période de neuf mois, en 1934-1935, à 36.56, soit un relèvement de 3 p. 100 pour la période quinquennale. Pendant, la période quinquennale de 1928-1929 à 1932-1933, les Etats-Unis ont fourni 13.21 p. 100 des importations anglaises; cette proportion est tombée à .18 p. 100 en 1933-1934, pour remonter légèrement à .23 p. 100 pendant les neuf mois de 1934-1935. Durant ce temps, le pourcentage de la République argentine passait de 20.7 p. 100 à 24.4 p. 100, en 1933-1934, et à 31.4 p. 100 pendant les neuf mois en 1934-1935.

Ces chiffres me paraissent indiquer que l'Argentine est en voie de remplacer le Canada sur les marchés de la Grande-Bretagne. Pour s'en assurer il suffit de se reporter aux statistiques consignées au hansard, (page 3939 de la version française) par le premier ministre (M. Bennett). Ces statistiques démontrent que les importations de blé canadien en Grande-Bretagne sont tombées de 52,957,000 boisseaux en 1930-1931 à 48,103,612 boisseaux pour la période de neuf mois de l'année 1934-1935. En d'autres termes, les exportations canadiennes ont diminué d'environ 10 p. 100 tandis que celles de l'Argentine ont augmenté d'environ 50 p. 100. Ces chiffres indiquent, à mon sens, que les méthodes de vente poursuivies par le Canada, ou l'absence de méthodes de vente, n'ont pas été avantageuses au pays. S'il me fallait d'autres preuves, je rappellerais au comité les déclarations que le premier ministre a faites à son retour de la conférence sur le blé en 1933. Je crois que c'est dans le premier discours qu'il a prononcé à Montréal qu'il a dit sa surprise de l'activité de pays européens en matière de production de blé. Il s'agit, disait-il, de rétablir le commerce international du blé canadien, et la Gazette de Montréal le cite ainsi qu'il suit:

Une solution consisterait à concilier les intérêts des deux groupes et il était heureux de dire que le bon sens et la raison avaient prévalu et que, le 21 août dernier, une entente avait été signée en vue de résoudre le problème.

63 c. en or—Liverpool pour quatre mois.

"Les pays importateurs de blé avaient, par l'accroissement de leurs emblavures, démontré clairement qu'ils n'entendaient plus courir le risque soit de manquer de pain, soit d'avoir à payer des prix exorbitants."

Mon très honorable ami a fait remarquer à ce moment-là que ces pays, par suite des craintes qu'ils éprouvaient, avaient accru leur production de blé de 900 millions de boisseaux qu'elle était en 1930 à 1,220 millions de boisseaux en 1933. Cette augmentation était due à la crainte d'une famine et aussi de prix de rançon. Je crains fort que la politique de prix adoptée par le Canada n'ait contribué jusqu'à un certain point à cette augmentation. Je voudrais aussi citer la déclaration que fit sir Edward Beatty, en janvier dernier. Dans